

Sens public



La francophonie, une notion dépassée ? Entretien avec Bienvenu Sene Mongaba

Christophe Premat, Françoise Sule and Gérard Colavecchio

2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1062898ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1062898ar>

[See table of contents](#)

Article abstract

L'entretien avec Bienvenu Sene Mongaba a eu lieu le 30 septembre 2010 à l'Institut français de Stockholm. Bienvenu Sene Mongaba avait participé au Salon du Livre de Göteborg (23-26 septembre 2010) consacré à l'Afrique. Il revient ici sur les notions de francophonie et de bilinguisme en s'appuyant sur le cas du Congo-Kinshasa.

Publisher(s)

Département des littératures de langue française

ISSN

2104-3272 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Premat, C., Sule, F. & Colavecchio, G. (2012). La francophonie, une notion dépassée ? Entretien avec **Bienvenu Sene Mongaba**. *Sens public*.
<https://doi.org/10.7202/1062898ar>

Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International (CC BY-NC-SA 4.0) Sens-Public, 2012



This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>



Revue internationale
International Web Journal
www.sens-public.org

La francophonie, une notion dépassée ? Entretien avec l'écrivain Bienvenu Sene Mongaba

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANÇOISE SULE,
CHRISTOPHE PREMAT ET GÉRARD COLAVECCHIO

Résumé: A l'occasion de la Foire du Livre 2010 consacrée à la littérature africaine, l'Institut français de Stockholm avait le privilège d'accueillir le 25 septembre l'écrivain togolais Edem Awumey. Edem Awumey, qui réside actuellement au Québec, est né au Togo et a fait ses études en France, notamment à l'Université de Cergy-Pontoise, où il a soutenu, en 2005, un doctorat de littérature francophone. Il est l'auteur d'un grand nombre de nouvelles et de deux romans : *Les Pieds Sales*, 2009, Seuil, sélectionné pour le prix Goncourt de la même année et *Port-Mélo*, 2006, Gallimard, Grand Prix Littéraire de l'Afrique Noire 2006.

La francophonie, une notion dépassée ?

Entretien avec Bienvenu Sene Mongaba

Françoise Sule : Bienvenue à Stockholm Bienvenu Sene Mongaba. Écrivain et éditeur, mais j'aimerais bien, Bienvenu, que vous m'expliquiez déjà votre nom.

Bienvenu Sene Mongaba : Merci Françoise. Je m'appelle Bienvenu Sene Mongaba. Bienvenu c'est parce que je suis cinquième d'une famille, j'ai quatre grandes sœurs, et quand je suis né, comme le garçon, mes sœurs m'ont appelé Bienvenu, donc le prénom de Bienvenu a été donné par mes sœurs et non pas par mes parents. Sene, c'est le nom de mon papa, ce qui signifie un couteau que l'on utilise pour extraire le vin de palme. Mongaba je me rappelle plus parce que c'est le nom du papa de ma maman et je n'ai pas eu la présence d'esprit de lui demander ce que ça signifiait avant qu'il ne meure. Et jusqu'à aujourd'hui, je continue de chercher à expliquer mais je n'ai pas encore trouvé ce que ça signifiait.

Françoise Sule : Ce qui veut dire que votre sœur n'a pas Mongaba comme nom ?

Bienvenu Sene Mongaba : Non. Donc Sene c'est le nom de mon papa , mais mes sœurs, chacune s'appelle Sene Insale, Sene Mouale, Sene Bieme, Monta... Chacun a son nom, parce que la notion du nom de famille, on ne l'a pas. Chez nous, un parent donne le nom à son fils ou à sa fille le nom d'une personne qu'il veut honorer. Donc la personne peut être de sa famille ou pas, elle donne le nom. Mais de par les contacts avec l'Europe, avec la Belgique, le système de noms de famille est arrivé ce qui fait qu'on a un système un peu intermédiaire : les enfants ont le nom du papa, mais on leur rajoute un deuxième nom de la personne que les parents veulent honorer, et le prénom. Actuellement les prénoms sont fabriqués sur la base d'une signification. Par exemple, actuellement comme il y a trop de mouvements religieux au Congo, donc on donne des prénoms comme « Don de la vie », « gloire à dieu », « Chance de la vie », « Merci seigneur ».

Françoise Sule : Merci. Donc Bienvenu Sene Mongaba est originaire du Congo-Kinshasa. Christophe, je te passe la parole maintenant.

Christophe Premat : Merci Bienvenu de nous accorder cet entretien à l'Institut français de Stockholm, suite à votre séjour à Göteborg dans le cadre du salon du livre. J'aimerais vous

interroger par rapport à cette question de la langue, de la francophonie ; comment est-ce que vous interprétez la francophonie, est-ce qu'il y a un passage véritable d'une langue imposée à une langue de libération ? Comment voyez-vous cette francophonie ?

Bienvenu Sene Mongaba : Avant que je ne commence à me pencher sur la question de la langue, la francophonie c'était un ensemble de pays qui parlent français, et seulement, en observant de près c'est l'ensemble des pays qui parlent français et des pays qui ont le français comme langue officielle. Donc c'est la différence que je fais, ça veut dire que si on a des pays comme la France, la Belgique, le Canada ou la Suisse, on a des pays francophones au vrai sens du mot : des gens dont la langue maternelle est le français. Et nous avons les pays africains qui utilisent le français comme langue officielle et langue d'enseignement, et c'est là où se situe le Congo. La francophonie, c'est cet ensemble-là, donc on doit tenir compte de ce fait quand on dit que les pays comme le Congo ce sont les deuxièmes pays francophones. Dire ça comme ça c'est rendre un mauvais service au français, à la langue française, c'est mentir la langue française. Parce que sur les 60 à 65 millions de Congolais il n'y en a pas un million qui parlent français, parce que pour parler français, il faut aller à l'école et maintenant l'évolution socio-économique fait qu'il y a de moins en moins de moyens mis pour financer l'école, le niveau de l'école a baissé et le niveau de français aussi. Moi je vois l'avenir, c'est ma lecture de la francophonie, où on a la francophonie des pays francophones que j'ai cités et les pays où on a ce que j'appellerais la francophilie : des pays qui ont le français et où l'on devrait mettre en place un système qui permet aux gens qui parlent français dans ces pays-là de revenir au français de la façon, comme on dit de liberté et de choix. C'est possible parce qu'avec la base du français qui existe déjà, si on enseigne le français en tant que langue et que le français n'est plus utilisé comme langue d'enseignement parce que si vous prenez le Congo, dès qu'un enfant rentre en première année de primaire, il commence avec le français, il y a une coupure parce qu'à la maison il parle lingala ou swahili ou kikongo et il rentre en primaire et il apprend la lettre, il apprend « A, B, C » directement en français. Donc, quand un enfant dit « Papa est malade » et qu'il voit e-s-t, même pour un petit français c'est déjà compliqué, et un enfant de Kinshasa qui ne sait pas faire la différence, parce qu'en lingala il n'y a pas les sons « e » et « é » donc pour quelqu'un qui commence à apprendre à écrire, c'est confus. Alors que si cet enfant a le temps d'apprendre la langue, toutes les choses de l'école de manière structurée dans sa langue, quand on lui enseigne, même en première primaire, une langue étrangère, on commence à lui enseigner les chansons en français ou des phrases sans qu'il s'occupe de comment écrire et petit à petit quand il arrive en secondaire, à ce moment-là, il a la structure de sa langue maternelle avec l'école et le français. C'est comme ça que nous, on a appris l'anglais, moi j'ai appris l'anglais en troisième secondaire dont les quatre dernières années

du secondaire et on se débrouille pas mal ; si on enseignait le français de manière renforcée depuis l'école primaire, ça serait beaucoup plus intéressant.

Et il y a quelque chose qui m'a toujours tiqué avec le problème du français, c'est que Paris impose beaucoup, ça veut dire que, on voit l'anglais, chacun y développe son anglais dans son coin et il le possède. Mais le français c'est comme si nous tous nous devons dépendre de la Sorbonne, c'est comme s'il y avait un français de référence, et si tu n'es pas dans cette référence tu ne parles pas français. Alors que le français que nous parlons au Congo ou à Abidjan doit se reconnaître en tant que français. Voilà, c'est un peu pris en bouillon, mais c'est un peu comme ça que je pense parfois.

Christophe Premat : Ça m'intéresse ce que vous me dites puisque dans mes missions je suis attaché de coopération pour le français, et on voit que la langue c'est une politique. Il s'agit en fait de promouvoir le français, on sait très bien que stratégiquement la francophonie rentre dans une question de promotion du français et même du multilinguisme, mais à une échelle plus globale, et là, en vous entendant, on pense tout de suite : est-ce que le fait de rendre le français une langue obligatoire ou à la limite une autre langue étrangère, est-ce que c'est rendre service à la langue ou au contraire c'est contribuer à la rendre extérieure aux intérêts des Jeunes ? Et ça c'est une question d'autant plus importante que dans nos tâches, la promotion du français, effectivement les gens se plaignent du fait que le français ne soit plus une langue étrangère obligatoire, en Suède par exemple, comme ça l'était il y a des décennies.

Bienvenu Sene Mongaba : Je pense que ça peut paraître contradictoire mais je crois que le fait d'avoir, par exemple au Congo-Kinshasa, imposé le français comme langue d'enseignement a contribué non seulement à rendre inutile l'école mais aussi à desservir le français. Parce qu'au même moment, la réalité est que cet enfant-là, il parle une autre langue que chez lui. C'est la réalité, indépendamment de l'aspect politique ou administratif, la réalité du terrain fait que cet enfant chez lui, il parle lingala. Au même moment où il apprend les maths, et dieu sait que les maths ce n'est pas de la tarte, il apprend aussi le français. Il doit d'abord comprendre le français pour comprendre les mathématiques. Ce qui fait que c'est dur. Quand quelqu'un arrive au fond, il te dit le français ce n'est pas notre langue. Quand il rejette la langue, c'est parce que on lui a trop demandé à la fois. Il avait les mathématiques à résoudre et à expliquer en français, donc je crois que la promotion du français, si on doit faire la promotion du français, on devrait parler de la francophilie : des gens qui aiment le français. Ça c'est le premier aspect des choses, ça veut dire que le Congolais fait son école normale dans sa langue. Il a un cours de français, alors à ce moment-là, il apprend le français et il a le sentiment de fierté parce qu'il se rend compte que, en plus de sa langue, il vient d'ajouter une autre langue, qui est le français. Ce qui lui permet d'être

en contact avec la France, la Belgique, la Suisse, le Canada. Là, la personne voit clairement, en quoi cette langue lui est utile et elle se sent dans cette communauté parce que l'histoire ne l'efface pas, il y a cette communauté historique entre les pays francophones d'Afrique et les pays francophones d'Europe. Tous les parents souhaitent qu'on enseigne à leurs enfants le français, et si même tu proposes aux parents des cours à Kinshasa, d'enseigner à leurs enfants en lingala, ils s'opposent. Donc les parents veulent que les enfants apprennent en français, ça veut dire que les gens ont cette disposition à parler le français. La réalité fait qu'apprendre le français dans cette pédagogie-là, cette didactique-là qu'on utilise, n'est pas la bonne. C'est simple, cette didactique ne sert pas le français. Parce que l'anglais prend de la force aussi, il y a la force économique, vous avez les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande... Vous avez une puissance économique éveillée. Donc même si quelqu'un n'a pas envie d'apprendre l'anglais, il est obligé parce que c'est la vérité économique. Ce qui fait que, ça c'est l'autre chose, peut être ça va vous gêner mais que je dois dire : on ne peut pas fabriquer une francophonie forte avec des pays pauvres, et ça c'est la réalité du français, il a des partenaires faibles.

Cela veut dire qu'en croyant servir la francophonie en développant ou en soutenant la pauvreté en Afrique, on soutient une kyrielle de partenaires faibles. Et avec des partenaires faibles on ne peut pas faire face à un groupe de partenaires forts. C'est la réalité. En face de la France, nous avons les États-Unis, en face du Canada, nous avons la Grande-Bretagne, en face de la Suisse nous avons l'Australie, en face de la Belgique nous avons la Nouvelle-Zélande. Et en ajoutant le Nigeria vous ajoutez la Zambie, toute la force anglaise. Et l'anglais a des pays comme la Suède, c'est un pays du côté anglais. Ça aussi ce sont des choses qu'il faut prendre en compte. Il ne faudrait pas se tromper soi-même. À force de vouloir s'aimer, moi j'écoute beaucoup les émissions en français et tu vois des gens qui sont tellement nostalgiques de l'époque ou jusqu'en Russie, dans les cours royales on apprenait le français. On me racontait même une blague : un Français qui arrive en Bulgarie qui demande une bière, on lui sert pas, il demande une deuxième fois on lui sert pas, et puis cet homme il dit, je parle français, non ? Comme si naturellement un Bulgare devrait comprendre le français. Ça veut dire que si nous voulons promouvoir le français, nous devons tenir compte et des aspects culturels, des aspects économiques et des aspects politiques. Et donc pour les aspects politiques et économiques on doit avoir des aspects économiquement viables. Aujourd'hui le Congo-Kinshasa aurait été un grand partenaire de la francophonie. Parce qu'on a 60 millions d'habitants et le pays est riche. Si ces pays-là, avaient une école en place, une école soutenue, une école bien en place, on formerait des cadres compétents, donc on aurait affaire à 4-5 millions d'universitaires forts compétents, qui parlent français. Aujourd'hui ce n'est pas le cas. C'est pour ça que je dis que le français fout le camp parce que même quand vous parlez aujourd'hui avec des universitaires congolais, je suis universitaire congolais, de la génération du

chaos, je vais en parler un peu par la suite, il n'y a pas le français, vous ne sentez pas le français. Vous pouvez bien discuter avec lui en lingala, parce qu'il y a même maintenant des enfants qui ont suivi les cours en français à l'école, mais comme il n'a pas compris le cours de maths à l'école, il sort, il va dans la cité payer un gars du quartier qui lui explique le même cours en lingala et ça c'est la vérité.

Je viens de Kinshasa et j'ai un colloque avec des enseignants de chimie qui m'ont dit que c'était tellement difficile pour eux de suivre en français qu'ils se sentent dehors. D'un côté, les gens ne sont pas francophobes, ce n'est pas par anticolonialisme ou pour faire table rase du passé, qu'ils refusent de manière consciente le français mais la réalité fait que l'école n'est plus dans la mesure de leur fournir ce français. Vous avez quelques journalistes qui parlent le français à la télévision congolaise, 50 à 70 % de la télévision congolaise, c'est en lingala. Donc vous vous imaginez l'internet n'est pas très fort, c'est la télévision qui est très forte comme moyen de communication et la radio, et plus de 50 % c'est en lingala. Donc même de ce côté-là, comme en Suède, la télévision c'est en anglais. Si on avait des choses intéressantes, parce que c'est ça aussi, il ne faut pas affubler les gens de choses qu'ils ne vont pas regarder. Je ne fais pas la publicité mais je suis en Belgique et je vois l'émission « C'est pas sorcier » ou ce genre d'émissions-là. Si un enfant à Kinshasa ou à Bamako la regarde, ça veut dire qu'il apprend la science et à côté de ça il maîtrise le français. Mais bon, moi je vois les émissions, je n'ai rien contre, mais je vois à la télévision Michel Drucker qui raconte l'histoire du quartier avec des Français. Quand j'étais à Kinshasa je ne comprenais rien et pourtant c'est une émission de grande audience en Europe et nous on se disait « mais qu'est-ce que ces Blancs ils font là à papoter entre eux » alors qu'il y a des matières qu'on peut parler en français que nous partageons tous, comme « C'est pas sorcier » eh bien un enfant qui voit l'hydrogène, il ne se rend même pas compte que le type qui est en train de parler est français.

Françoise Sule : Tu parlais de génération de colonisés, d'équité et du chaos. Tu voudrais préciser un petit peu ?

Bienvenu Sene Mongaba : D'abord on était dans une société africaine et puis il y a eu l'arrivée des Européens, et puis il y a l'occupation européenne. Donc l'Europe a occupé l'Afrique et puis en 1887 quand les conflits étaient suffisamment graves entre eux, ils ont eu l'idée de se mettre à table et à Berlin en 1885, ils se sont partagé l'Afrique. Et ça a pris plus de 80 ans avant que les Africains ne se mettent à vouloir récupérer leur indépendance. Ce qui fait qu'on a cette génération-là, de la fin du 19^e siècle, qui a fait tout le 20^e siècle. Cette colonisation a quelque chose de pire : parce qu'ils ont expliqué aux Africains que leur culture était mauvaise, primitive,

diabolique et qu'il fallait prendre la culture occidentale, développée, bonne et chrétienne, ça veut dire approuvée par Dieu.

Ce travail de sape a beaucoup influencé la psychologie et le mental du colonisé. Ce qui fait que le colonisé instruit a été instruit dans la logique où il devait s'élever au-dessus de sa société, pour atteindre la société européenne. Ce qui fait que quand il se mettait à parler français, il se considérait comme quelqu'un de très intelligent, de très important et sa société qui ne parlait pas français, c'étaient des primitifs, des sauvages. Donc parler français, c'était comme une élévation dans la société. Ça veut dire que tu étais en train de quitter ta société, qui était primitive, pour atteindre la société occidentale qui était raffinée. Au Congo, on avait ce qu'on appelait les « évolués », on leur donnait une carte à la fin. Ça veut dire que l'administration coloniale trouvait que tu méritais d'être appelé « évolué », parce que tu parlais français, tu mangeais comme un blanc, tu n'épousais pas deux femmes, parce qu'ils interdisaient la polygamie, tu portais la cravate, tu mangeais à 12h30 à table. Et il y avait un inspecteur, parce que tu avais soumis ta candidature pour devenir évolué, et tu avais des contrôles de temps en temps pour vérifier que tu avais vraiment atteint le niveau d'évolué, que tu commençais vraiment à vivre comme un blanc. Alors, à ce moment-là, tu avais ta carte, que beaucoup recherchaient. Ce sont ces gens-là qui ont, à un moment donné, la guerre mondiale est arrivée, certains militaires sont allés combattre aux côtés des colons, et se sont rendu compte que ces colons ils ont peur quand une balle crépite, même le petit blanc à côté il pleure aussi, ce n'est qu'un humain. Et au retour, les vellétés de l'indépendance ont commencé. Donc ce sont les mêmes évolués qui se sont battus pour nous donner l'indépendance. Mais, comme c'étaient des combats qu'ils ont fait de leur vie, donc pour eux, même au moment où nous sommes devenus indépendants, pour vraiment assoir notre dépendance, il fallait que nous nous élevions tous au rang de Blancs, donc il fallait qu'on nous forme nous, tout le monde à faire l'école dans la langue des Blancs, à manger comme des Blancs. Parce que dans leur tête, c'était ça s'élever dans la société. Et cette génération, quand il y a l'indépendance, s'est rebellée, et ceux qui ont pris le pouvoir sont devenus des dictateurs, parce qu'ils ont remplacé les colons, qui ne faisaient pas la démocratie. Ils ont seulement imité les colons et ils sont devenus des dictateurs, et nous nous sommes nés dans cette génération de dictateurs. Nous sommes des dictés, nous avons appris à nous taire, à ne pas dire à haute voix ce que nous pensons. Et que si jamais je disais à haute voix ce que je pensais, et que l'aîné ou le chef n'était pas d'accord, c'était sans surprise que j'aurais une baffe, une gifle, une punition. Moi je me rappelle même que ma mère m'interdisait de m'opposer, de dire des choses contre Mobutu, même à la maison. Et nous avons grandi dans cette génération de dictés et à un moment donné ça a été le comble nous avons trouvé que ça n'allait pas et nous nous sommes battus, et la chute du mur de Berlin a fait que la répartition géographique du monde entre le bloc communiste et le

bloc capitaliste a changé, donc les cartes en Afrique aussi ont été redistribuées, à ce moment-là nous nous sommes battus pour avoir la démocratie.

La plupart des dictatures de la forme de Mobutu sont tombées à ce moment. C'était le combat que nous avons pu réussir. Nous sommes des dictés, et nous avons ce traumatisme de dictés, nous avons ce traumatisme de gens qui ne peuvent pas espérer qu'ils ont le droit de demander quelque chose. Même si nous demandons des choses, nous avons ce traumatisme, nous avons des limites. À la place, quand on a réussi à faire tomber ce régime de dictature, ce n'est pas directement la démocratie qui est arrivée. Ce qui est arrivé, ce qui est maintenant en Afrique, c'est un semblant de chaos où vous avez un dictateur qui est élu, ou un démocrate qui n'est pas élu et des partis politiques qui ont la majorité mais qui n'ont pas de gouvernement... On a tous ces mélanges-là. Et pendant ce temps-là, le peuple est très éloigné de la politique, parce qu'il faut avouer quand même que les puissances occidentales continuent quand même à soutenir encore les régimes politiques en Afrique. Ce qui fait que ces régimes qui sont soutenus par des puissances extérieures n'ont pas de comptes à rendre à leur peuple et ces jeunes gens-là, qui ont 20-25 ans aujourd'hui, pour qui la colonisation est une histoire vraiment ancienne font partie de la génération du chaos. Même la dictature c'est de l'histoire qui est suffisamment ancienne. Et l'école est déstructurée, ils n'ont pas l'école, comme au Congo, ils n'ont pas le français, ils n'ont pas la langue de l'école, de l'enseignement. Ils n'ont plus rien et ils sont en train de créer leurs propres sociétés : c'est la génération du chaos, et ce sont eux qui décident dans dix ou vingt ans, ils vont arriver et vont gérer l'Afrique, avec les nouvelles règles, et ils viendront, comme on dit à Kinshasa : « j'ai peur de personne, je n'ai de compte à rendre à personne ». Ces gens ont besoin maintenant qu'on leur donne des instruments d'instruction, qu'ils n'ont pas pour le moment. Si d'ici dix ans, on leur donne pas ces instruments d'instruction, ils vont créer leurs propres instruments d'instruction et nous ne savons pas ce qu'ils vont créer, et ils ont besoin de ça parce que de toute façon ils seront obligés de gérer le pays, pas seulement politiquement, mais aussi socialement, construire, avoir des enfants, les élever. C'est cette génération du chaos qui est en train de créer la société africaine du futur. Alors on a deux possibilités : soit on se positionne comme opposant, on s'oppose à eux soit, soit on les accompagne, on les soutient. Ça dépend. Si on s'oppose à eux, ils vont écraser, parce que ça sera la masse. À Kinshasa, tu as 7 millions d'habitants, ces jeunes de 15-20-25 ans il y en a beaucoup. Ils sont de la génération Internet, mais comme je disais tantôt, quand ils vont sur Internet, ils ne vont pas chercher les réveils politiques, ils vont chercher sur Internet tout ce que les Jeunes de partout cherchent : la musique, les fringues. Ils vont dans la même communauté des Jeunes avec les autres Jeunes du monde chercher les mêmes choses que les Jeunes cherchent. Ce qui fait que leurs constructions politiques, ils les font aussi bien secondairement avec tous les Jeunes du monde et aussi avec leurs systèmes. Sincèrement je dis

ça sur la génération du chaos, je contribue à ma façon à préparer des manuels de chimie en lingala, je fais toujours des manuels bilingues lingala Français, en espérant qu'ils vont comprendre la chimie, les mathématiques ou la physique dans leurs langues et que pour accéder aux relations avec le reste du monde, le français pourra leur servir. Si ce n'est pas le français, eh bien ça sera l'anglais et même le chinois. Parce que ça aussi on le voit, par exemple en Belgique une certaine catégorie de gens pointe du doigt l'arrivée des Chinois en Afrique, ce n'est pas prudent.

Christophe Premat : Je reviens sur ce que vous dites à propos de cette question de bilinguisme, et notamment le bilinguisme à partir du français et une autre langue. La définition du bilinguisme, selon la ligne officielle de l'éducation nationale et le Ministère des affaires étrangères est la suivante : on considère une classe bilingue s'il y a l'enseignement d'une discipline où le français sert de langue de communication, on parle alors de discipline non linguistique. Le français n'est pas simplement utilisé pour donner envie aux élèves d'apprendre le français, non pas comme une langue étrangère, mais comme une langue de communication. Ce que vous dites va à l'encontre de ça, vous dites l'inverse c'est-à-dire que le bilinguisme c'est au contraire déraciner encore plus des populations. Et la question sur la politique de la langue, si vous avez des minorités dans un pays, qu'est-ce que vous allez leur dire, on apprend la langue de la minorité, on apprend la langue fédérale... ça devient très compliqué, parce que vous avez parlé de la Suisse comme pays francophone, bien sûr qu'en Suisse le français est la langue officielle, mais il y a des cantons avec le Romanche comme la langue officielle, il y a 200 000 locuteurs qui défendent le romanche. Ça serait intéressant de savoir si vraiment ils défendent une promotion. Je comprends pour la question de lingala, mais est-ce que par la reconstruction du Congo-Kinshasa par la génération du chaos, il faudrait donc renforcer le lingala ou toutes les autres langues mais après il va y avoir aussi une question de zone d'influence.

Bienvenu Sene Mongaba : Oui, parce qu'on est parfois figé dans la réflexion. Avant la colonisation, la répartition de l'Afrique c'était différent. La question de la langue, chaque pays a ses spécificités : nous avons des pays africains où il y a beaucoup de langues, et justement moi je prends l'exemple de la Suisse, vous avez des gens comme les romanches, les alémaniques, les italiens, les francophones. Comme si le pays avait quatre ethnies. Ce que vous appelez en français des ethnies. Même si maintenant on veut changer les choses. Par exemple en Belgique, vous avez les Flamands, les Wallons, et les Allemands, ce sont les trois ethnies. Et un pays comme la Belgique entre 80 fois dans le Congo, donc si on fait le calcul, 3×80 , ça fait 240 ethnies, c'est le nombre qu'on a au Congo. Donc ça veut dire que le Congo, c'est comme l'ancienne Union européenne avant l'entrée des 10 nouvelles nations, c'étaient les 12. Ils ont plus de 12 langues et 23 maintenant. Et l'Union européenne fonctionne malgré ça : les sociétés vivent. C'est aussi

l'erreur de certains intellectuels africains, nous voulons dans nos petits laboratoires, décider quelles langues les gens vont parler, et pendant que nous on réfléchit à décider cela, dehors les gens parlent leurs langues sans nous demander. Donc ce qu'il y a faire c'est voir sur le terrain, par exemple, j'arrive à Kinshasa, je vois les gens qui parlent en lingala, c'est leur langue maternelle, alors je leur donne l'enseignement en lingala. Notre souci c'est savoir ce que va devenir le Cameroun quand chacun va commencer à parler sa langue. Quelle est notre situation, est-ce que les gens mangent ? La finalité c'est que les gens puissent manger, bien dormir, bien étudier... et pendant ce temps-là en Afrique, on a 2000 langues qu'on n'utilise pas. On utilise 4-5 langues. En lingala on dit « est-ce que je vais te bouffer toi ? ». Ça veut dire que tout ce que tu me racontes je m'en moque, je n'ai pas à manger, mon fils est malade.

Or moi je pense que l'école est la seule solution qui peut donner à des citoyens la capacité de développer leur propre bien-être. Actuellement, c'est l'école qui est capable de fournir ça : donner des compétences aux gens. Dans chaque coin, ils font avec la langue qu'ils ont. Par exemple aujourd'hui au Congo les quatre grandes langues font un travail, c'est un phénomène sociolinguistique tout simplement. Ça dépend pas des décisions politiques ou quoi. Mais ces quatre grandes langues prennent de l'ampleur sur les langues minoritaires.

Par contre, moi je propose la francophonie à l'envers de ce qui est en place, parce que cette façon de définir ne rend pas service à la langue française en faisant semblant, comme si les jeunes gens qui viennent à l'école, leurs langues c'était le français. Alors pour enseigner, vous évoluez avec les matières. Si quelqu'un a appris à l'école primaire suffisamment dans sa langue, et qu'il a appris aussi pendant ce temps suffisamment le français comme langue étrangère, quand tu lui enseignes après l'histoire ou la géographie pour renforcer la pratique de la langue en français, il est déjà préparé pendant 6 ou 7 ans du français, pour être maintenant en mesure de passer à la deuxième étape du français. Mais si dès le début, au moment où il apprend, et la langue et les matières. C'est là où je dis que ça ne sert pas. Alors que si quelqu'un a fait tout l'école primaire dans sa langue, mais il a appris le français pour le français ça veut dire qu'il a déjà les bases de la langue pour comprendre. À ce moment-là, pour renforcer maintenant son français, on pense à choisir des cours, je vois ça même ici, ma fille étudie à l'école européenne, ils ont plusieurs langues et parfois ils ont des matières comme l'histoire, ou la géographie en anglais. C'est un peu plus dur, mais elle a déjà quand même une base d'anglais et arrive à suivre. Moi je crois sincèrement que la francophonie qui a été proposée au début, ne nous voilons pas la face, c'était la francophonie de Mitterrand et de Giscard d'Estaing. C'était la francophonie qui était un calcul pour que la France ne perde pas son empire colonial ancien. C'est cette politique qui ne sert pas le français, de continuer à vouloir avoir ces colonies. Et le français pour être fort a besoin de partenaires économiques

intellectuels forts. Donc il n'a pas besoin d'avoir des petits noirs, à qui il faut dire comment il faut faire. Si le français veut être fort, il doit prier les partenaires, et c'est une chance d'avoir cette zone d'influence de français en Afrique. Parce que la France peut dominer le Togo pendant 100 ans, qu'est-ce que ça change dans la politique mondiale ? Ça change quelque chose quand l'Amérique domine le Royaume-Uni. Si l'Amérique et le Royaume-Uni sont d'accord sur une chose, la Terre bouge. Si la France et le Togo sont d'accord, ça change quoi sur la terre ?

Gérard Colavecchio : Pourtant les présidents s'obstinent parce que vous avez oublié d'évoquer Jacques Chirac aussi qui entretenait de très bonnes relations avec le continent africain.

Bienvenu Sene Mongaba : On s'obstine pour rien ! Ce sont ces gens là qui entretiennent un petit cercle d'amis, qui desservent le français, voici un exemple : Sarkozy est parti au Congo cette année. Au Congo, il y a un grand boulevard à deux sens qui relie l'aéroport au centre de la ville. Le plan de Sarkozy était de visiter Kinshasa. Et évidemment on a réparé la route dans le sens où il venait. Le sens inverse, on ne l'a pas réparé. Donc ça veut dire que quand il va partir, il n'est ami qu'avec celui qui l'a invité, donc ça n'a rien résolu. Et ça énerve les gens qu'on n'ait pas réparé cette route. Ce qui est pire dans ça, c'est que ça énerve les gens parce qu'on sait qu'on a réparé cette route pour que Sarkozy passe et là où nous on doit passer, on ne l'a pas réparée. On dit que ça contribue à tisser des relations entre les Français et les Congolais alors que non. Je ne parle pas non plus comme un charlatan ou quelqu'un de la rue, je suis professeur d'école, j'ai appris la pédagogie, la didactique et je suis depuis un bon moment chercheur dans cette matière de la didactique. Donc ce n'est pas un aveu ou un souhait d'un révolutionnaire congolais, non, c'est l'avis d'un scientifique qui a observé. J'ai observé la société et j'ai vu que cette façon ne donne aucun résultat. Et j'ai fait une semaine ici en Suède, et voilà l'exemple qui me manquait dans mon argumentation. Les Suédois apprennent en suédois et ils ont un cours d'anglais renforcé : 3 heures par semaine et ils ont la télévision en anglais, les livres en anglais. Depuis que je suis là, tous les Suédois que j'ai rencontrés, je parle avec eux en anglais. Et aujourd'hui les Suédois, ont un certain amour envers l'anglais, quand ils parlent ils ont quelque chose, ils possèdent ça, et ils sont fiers de posséder ça et de pouvoir communiquer avec les autres en anglais. Ça veut dire qu'ils ont une ouverture au monde. Par contre pour fabriquer les Ericsson et Ikea, ils font ça en suédois. Ça c'est un autre aspect, parce qu'on utilise parfois l'argument d'ouverture au monde pour enseigner le français comme langue d'enseignement. L'ouverture au monde, c'est par rapport à la compétence et pas par rapport à la langue que tu parles. Un bon petit voyou américain, il a beau parler l'anglais, quand il ne sait rien faire, partout sur la terre on ne saura rien faire avec lui. Mais un maçon bulgare, quand il sait bâtir des maisons et même des plombiers polonais. C'est ce qui fait couler tant d'encre en France, les Polonais qui venaient, ils savaient réparer les

tuyauteries, ils ne savaient pas parler français et pourtant ils travaillaient en France comme plombiers. Ils ont l'ouverture. La plupart des routes en Afrique, ce sont les Chinois qui les construisent, eh bien les Chinois ne parlent pas français, ils parlent pas anglais, ils parlent chinois. Et il y a maintenant des Chinois qui passent du chinois à lingala à Kinshasa. Il vient, il sait construire des routes, c'est ça qui fait qu'il a l'accès, l'ouverture au monde, on le paie partout dans la monde parce qu'il sait construire des routes. Et dans la francophonie, comme je disais, si on augmente nos compétences économiques, scientifiques, alors on va faire appel à nous, dans le monde français, pas parce que nous parlons français, mais parce que nous savons faire des choses et chemin faisant, ils découvrent le français. Les Chinois aujourd'hui il y en a qui savent déjà comment on dit bonjour, comment ça va en chinois. Mais les Chinois ne sont pas venus enseigner le chinois, ils sont venus construire des routes. Donc l'ouverture au monde, ce qui freine aujourd'hui l'Afrique, ce n'est pas le fait de parler français, mais c'est le fait de manquer de compétences. Si on a des ingénieurs africains qui savent construire des routes africaines, ou comme on disait, l'immigration choisie, on ne sait pas vous fournir ce que vous voulez, on les a pas les médecins que vous voulez, qui peuvent immigrer en France, on les a pas ces ingénieurs-là que vous voulez, on en a quelques-uns, mais vous les voyez même pas, ce n'est pas suffisant. L'ouverture au monde, moi je crois que c'est lié, on revient encore à la question de l'école, consiste à renforcer l'école, à former vraiment des gens compétents, alors à ce moment-là, la touche française s'ajoute.

Gérard Colavecchio : Vous voulez dire en fait que la langue française c'est une passerelle et maintenant il faut une ouverture vers le monde pour accéder à des compétences et ces compétences, lorsque vous allez les « organiser » ça sera en quelle langue ? On garde la langue française ?

Bienvenu Sene Mongaba : Mais non, c'est ça le problème. Un maçon, il parle quelle langue ? Il sait construire des maisons. Pour construire une maison, on ne parle pas, on la construit. Donc il faut former la personne pour qu'elle soit capable de construire des maisons. Un gars de Kinshasa, pour qu'il apprenne bien à construire des maisons, tu lui montres comment construire des maisons en lingala. Là il est maçon compétent. Il sait construire des maisons. Maintenant à côté de ça, tu lui apprends le français, parce qu'il est dans la zone d'influence du français et il sait qu'avec le français, il peut aller construire des maisons en France, en Grande-Bretagne, au Canada, en Belgique... À ce moment-là, tu as affaire à un maçon compétent, qui parle français. Mais si tu as quelqu'un qui est censé construire des maisons, mais il ne le fait pas parce qu'on lui a expliqué ça en français « tu prends les briques et tu mets en dessous de celui-ci, et quand ça va se durcir tu vas placer celle-ci » mais lui ne sait pas ce que ça signifie durcir. Il n'a pas compris ce que tu lui

as expliqué. Donc tu finis par avoir quelqu'un qui ne sait ni parler français, ni construire une maison, quelqu'un d'inutile. Il n'est pas important pour la francophonie, parce qu'il ne sait pas construire des maisons, il ne sait pas parler français. Alors que, si c'était qu'un maçon avec un peu de français, il allait savoir construire des maisons et avec son français, ça allait encore être mieux. Parfois nous inversons les rôles de la langue. Nous utilisons la langue comme si c'était l'objectif final alors que la langue n'est qu'un moyen. Et on peut faire la promotion de la langue que si on l'utilise vraiment comme un moyen, pas comme un objectif. Par exemple, par rapport au programme de français, aujourd'hui, à Kinshasa, le français c'est la matière avec la pondération la plus élevée. Et un prof de chimie me posait la question « on forme des francophones ou des chimistes ? » parce qu'un enfant qui est venu là pour apprendre la chimie, il met beaucoup plus d'importance à apprendre le français qu'à apprendre la chimie. En fait, quand tu fais les comptes, il ne connaît pas la chimie, il ne connaît pas le français, c'est ça le problème. Si on lui enseignait très bien le français, d'un côté, et on lui enseignait très bien la chimie de l'autre. Il aurait la chimie et le français. Mais quand on mélange les deux ensembles, il n'y a rien. C'est la problématique de la langue.

Quand on parle de francophonie, on ne parle pas des Français, on parle de ce qu'on pourrait attraper ailleurs pour les introduire dans la francophonie. Donc on ne va pas demander à un jeune Français d'aimer le français. S'il n'aime pas ça, il a un problème de personnalité par rapport à lui-même, parce que sa langue, en principe, il devrait l'aimer, parce que c'est sa langue que sa maman lui parlait, des gens qu'ils aiment. Quand on parle de francophonie, et si on veut rendre la francophonie forte, ça veut dire qu'on veut prendre les gens qui sont en dehors du français et les amener dans le français. Et là il faut avoir une approche respectueuse et productive. Si tu veux intéresser au français, moi je donne des cours en lingala, les gens viennent parce qu'il y a un intérêt. Les gens viennent pour apprendre des métiers mais si je connais le français ça va me permettre de lire beaucoup de livres, parce qu'il y en a pas beaucoup en lingala. Ça me permettra de communiquer avec les étrangers qui arrivent au Congo, donc je peux développer mon business. Il y a toutes ces raisons qui poussent une personne à décider de parler le français et quand vous avez plusieurs personnes, compétentes, qui utilisent le français pour leur ouverture au monde, à ce moment là le français trouve sa puissance. Mais si vous avez une bande de miséreux, à qui on a soumis un cours de français, qu'ils n'ont même pas maîtrisé, ils n'ont même pas une compétence à offrir au monde ça ne sert à rien, ça ne sert pas la francophonie. Dans ces pays-là, que nous continuons à appeler francophones, comme le Cameroun, le Congo, le Gabon etc. qui ne sont pas en réalité francophones parce qu'il n'y pas une langue maternelle qu'on apprend à l'école. Une langue qu'on appelle maternelle on l'apprend à la maison ou au quartier, mais dans ces pays, le français on l'apprend à l'école. Ce n'est pas une raison, on pourrait dire à partir de

maintenant, celui qui parle lingala, tout le monde dans la rue vous parlez français. Vous pouvez aussi tuer tous ceux qui vont s'opposer à la langue unique dans les rues. Ça ne servirait pas non plus la cause du français.

Merci Bienvenu Sene Mongaba

Propos retranscrits par Anne-Sophie Daniel. La retranscription de la forme orale a été maintenue de manière à ne pas déformer les propos de l'auteur.